

## PROPOS SUR L'ÉMIGRATION RURALE

Patrick GUBRY

Une politique de population comprend différentes étapes, qui sont généralement les suivantes :

- une réflexion sur les problèmes ;
- la définition d'objectifs à atteindre ;
- le choix des mesures à prendre ;
- l'élaboration de stratégies de mise en application ;
- une évaluation.

Nous nous situons ici uniquement au niveau de la première étape et à l'intérieur de cette étape, au niveau de ce que l'on peut appeler le "discours public".

Le "discours public" sur les problèmes démographiques doit être suivi avec une grande attention pour comprendre la genèse des politiques de population, car celles-ci accompagnent le discours avec un certain décalage dans le temps et dans les modalités retenues (1).

Par "discours public", il faut entendre évidemment les déclarations politiques des responsables officiels, mais également les idées qui sont échangées sur la scène publique, dans les médias, et qui finissent par influencer l'opinion publique et les positions officielles. Emanant de "l'intelligentsia", ces idées influencent les positions officielles d'autant plus directement que l'intelligentsia est numériquement peu nombreuse.

Même si généralement existe un hiatus entre discours et réalité, il importe précisément que le contenu du discours soit analysé pour être confronté ultérieurement, d'une part avec les politiques réelles mises en oeuvre, d'autre part avec les résultats des travaux de recherche et les réalités du "terrain". Enfin, l'examen de l'évolution

---

(1) Le plus souvent le discours annonce ou prépare une action politique. Parfois, il suit l'action lorsque celle-ci apparaît "délicate" mais "nécessaire", voire dans certains cas franchement "inavouable".

du discours est d'un grand intérêt pour déceler l'émergence d'une volonté d'agir, une éventuelle modification de politique ou tout simplement l'évolution des idées ou des moeurs.

Au Cameroun, en matière de politique démographique, la lutte contre l'exode rural est le souci le plus constant affiché par les autorités, dès les premières années de l'Indépendance. Nous nous sommes livrés à cet égard à une collecte des principaux "discours publics" sur ce thème, en distinguant entre les déclarations officielles, c'est-à-dire émanant du président de la République ou d'un membre du gouvernement, et les autres opinions exprimées en public. Nous nous limiterons ici à une période couvrant onze années récentes (1976-1986) (2).

Ce travail ne se veut donc pas une étude exhaustive de tous les aspects des politiques migratoires au Cameroun. Il se place simplement au niveau de la genèse de celles-ci.

Les déclarations ayant servi à la présente analyse figurent en annexe. On constate que si les modalités de l'exode rural ne sont qu'à peine évoquées, ce qui n'était d'ailleurs pas l'objet de ces déclarations, on peut en tirer en revanche de très nombreuses informations sur ses causes, ses conséquences et sur les politiques qui sont préconisées pour freiner le phénomène.

### **LES CAUSES DE L'EXODE RURAL**

Les différentes causes relevées sont regroupées dans le tableau ci-après, selon leur origine (3) :

La grande majorité des déclarations proviennent ici des "autres opinions", les discours officiels s'accordant mal de ce type d'analyse, bien qu'il faille bien évidemment analyser les causes du phénomène si l'on veut s'y attaquer.

---

(2) Documents exploités :

- \* AHIDJO (Ahmadou), 1980 - Anthologie des discours, 1957-1979. Dakar : Les Nouvelles Editions Africaines, 4 tomes, XIII + 2300 p.
- \* BIYA (Paul), 1984 - Le message du Renouveau. Discours et interviews du président Paul Biya (novembre 1982- novembre 1983)/ The New Deal Message. Speeches and Interviews of President Paul Biya (November 1982- November 1983). Yaoundé : SOPECAM. Société de Presse et d'Édition du Cameroun, 528 p.
- \* BIYA (Paul), 1986 - Pour le libéralisme communautaire. Lausanne : Pierre-Marcel Favre, Paris : ABC, 158 p.
- \* *Quotidien Cameroun Tribune* 1980-1986.

(3) Les croix indiquent la fréquence de la cause mentionnée.

CAUSE	DECLARATIONS OFFICIELLES	AUTRES OPINIONS
Chômage rural		++++++
Système éducatif	+	+++++
Univers oppressant		+++++
Difficultés d'accès à la terre		+++
Conflits de générations		+++
Manque d'infrastructures	+	++
Diff. des revenus entre ville et campagne		++
Difficulté du travail de la terre		++
Manque de distractions		++
Affaiblissement de l'autorité traditionnelle		++
Désagrégation de la cellule familiale		+
Bouleversement du mode de production		+
Fascination de la ville		+
Absence de perspective		+
Méthodes de travail archaïques		+
Difficulté d'accès au crédit agricole		+
Congés annuels des salariés en ville		+
Nécessité de s'acquitter de la dot		+
Mariage		+

Le chômage est la première des causes évoquées dans le phénomène d'exode rural. Il ne s'agit pas de "chômage" à proprement parler dans le milieu rural, mais plutôt de la recherche d'un emploi. Ceci est à rapprocher des "différences de revenus entre la ville et la campagne" : on migre le plus souvent dans l'espoir d'augmenter son revenu. Ce phénomène est conforme aux analyses les plus fréquemment développées en la matière (par exemple les travaux de Todaro et Harris). Il ne faut cependant pas exclure un "sous-emploi" rural, notamment pendant la morte saison agricole, surtout sensible en zone soudano-sahélienne dans le nord du pays. Ce sous-emploi saisonnier entraîne des déplacements temporaires, notamment à la recherche de travaux rémunérateurs en ville, qui par leur répétition ont souvent tendance à devenir définitifs.

Le rôle du système éducatif apparaît double : à la fois comme moteur de l'émigration des jeunes en échec scolaire (qui partent "tenter leur chance en ville") et des jeunes qui ont réussi leurs études et qui ne peuvent trouver un emploi en milieu rural correspondant à leurs aspirations et à leur qualification. L'école véhicule en effet

l'image d'un mode de vie que le milieu rural ne satisfait pas actuellement. Le système scolaire exerce une autre action plus directe sur l'émigration rurale, qui n'est pas mentionnée ici et que l'on peut appeler la migration scolaire. Il s'agit de l'ensemble des déplacements de plus ou moins longue durée qui sont effectués par les élèves qui sont amenés à fréquenter un établissement scolaire en ville, d'autant plus éloigné de leur domicile que leur niveau d'études est plus élevé. Ces déplacements sont sans doute d'autant plus irréversibles que leur durée s'est prolongée. A ce niveau intervient également le coût des études, qui est souvent pris en charge par un membre de la famille demeurant en ville, qui assure également l'hébergement de l'enfant.

Le caractère "oppressant" de l'univers villageois est évoqué à travers la sorcellerie, la superstition, la suspicion, la jalousie, la haine et les conflits familiaux. Ceci est à rapprocher de la désagrégation de la cellule familiale et des conflits de générations, qui proviennent de l'évolution rapide des mœurs et d'un "décalage croissant" entre les conceptions des parents et celles de leurs enfants, plus ouverts sur le monde extérieur, par la scolarisation, les médias ou les simples déplacements. Certains ne craignent pas de présenter la vie au village comme une "vie d'enfer" pour ceux qui savent ce qui se passe ailleurs et qui sont de plus en plus nombreux.

Les difficultés d'accès à la terre sont un facteur important d'exode rural. Différents éléments apparaissent : le manque de terres (c'est ici qu'on aurait pu évoquer la "pression démographique") et donc leur coût, les règles d'héritage et l'accaparement par une minorité.

Le manque d'infrastructures, parfois désigné par "manque de confort" ou plus judicieusement peut-être, mais de manière plus abstraite, par "favoritisme urbain", exprime le besoin général d'équipements variés qui n'existent souvent qu'en ville : eau courante, électricité, équipements de loisirs... Nulle mention n'est faite des infrastructures sanitaires, dont on connaît le besoin pressant exprimé par ailleurs par les populations.

Le manque d'équipements de loisirs se retrouve dans le "manque de distractions", souvent exprimé par "l'ennui" de la vie rurale ou encore par la "monotonie" du travail agricole.

Le mode de production a été bouleversé par l'irruption des cultures de rente, qui ont rendu le monde rural dépendant du marché et ont fragilisé sa sécurité alimentaire.

L'exode rural apparait ainsi comme le résultat d'un faisceau de causes, souvent imbriquées les unes aux autres et par conséquent comme un phénomène social d'une grande complexité, dont on peut prévoir des conséquences aussi diverses.

### LES CONSÉQUENCES DE L'EXODE RURAL

Dans l'évocation des conséquences de l'exode rural, les déclarations officielles prennent le dessus, car c'est avec les conséquences du phénomène que les autorités sont confrontées.

CONSÉQUENCE	DÉCLARATIONS OFFICIELLES	AUTRES OPINIONS
Problèmes d'urbanisation et d'urbanisme	++++++	++
Dépeuplement des campagnes	+++	+++
Vieillessement ou féminisation de la population rurale	++	+++
Délinquance urbaine	++++	+
Baisse de la production agricole	+++	+
Chômage urbain	+++	
Parasitisme familial	++	
Prostitution		++
Ouverture des esprits en ville		++
Déracinement	+	
Baisse du rendement fiscal à la campagne		+
Perte par le milieu rural du "contrôle de son devenir"		+

L'urbanisation est la première des conséquences citées avec un développement rapide, hypertrophique et anarchique des villes, leur surpeuplement et leur contrôle rendu très difficile.

Les problèmes d'urbanisme sont longuement évoqués : manque et cherté des logements, insuffisance des infrastructures, dégradation de l'environnement, problèmes fonciers... C'est avec l'urbanisation que le pouvoir est le plus directement confronté, le problème le plus "voyant" et celui qui risque d'accroître l'instabilité sociale et politique.

Une des conséquences importantes de l'urbanisation sur le milieu écologique, le déboisement des zones péri-urbaines, parfois sur de grandes distances, aurait sans doute mérité d'être citée en tant que telle.

Le dépeuplement des campagnes n'est évoqué qu'en termes généraux, certaines de ses conséquences, plus indirectes, étant très difficiles à percevoir. La conséquence la plus préoccupante à cet égard est le risque de baisse de la production agricole et la diminution de l'autosuffisance alimentaire. Cette baisse est liée à la diminution des actifs agricoles, qui entraîne à la fois une baisse directe de la production et un vieillissement des plantations pérennes, d'où une baisse des rendements. Le dépeuplement des campagnes demande d'importants efforts pour augmenter la productivité agricole dans le but de maintenir la production.

Le vieillissement de la population rurale entraîne une baisse du dynamisme des zones rurales, vidées sélectivement de leurs éléments les plus entreprenants. Une conséquence secondaire est le vieillissement des imposables et une baisse correspondante du rendement fiscal en zone rurale.

Si le sous-emploi rural est une des causes de l'exode rural, le chômage urbain en est une de ses conséquences, l'économie moderne ne pouvant absorber l'arrivée massive d'une population en âge de travailler.

Les problèmes sociaux liés à l'urbanisation et à la situation économique du migrant sont souvent énoncés : délinquance juvénile, criminalité et insécurité, prostitution, immoralité, oisiveté, vagabondage. On touche à ce niveau au parasitisme familial qui met les migrants sans occupation à la charge d'un membre de leur famille établi en ville. Il existe cependant aussi un "parasitisme à rebours", non cité ici, qui consiste à venir s'approvisionner régulièrement au village, lorsque celui-ci n'est pas trop éloigné, et qui est surtout pratiqué par les couches aisées de la société.

Parmi les problèmes sociaux, le "déracinement" n'a pas été oublié. La ville provoque une certaine déshumanisation, due notamment à l'anonymat qui y règne. On parle aussi de "détritorialisation", dont on constate parfois qu'elle n'est pas aussi effective qu'on aurait pu le penser.

La "détritorialisation" est généralement présentée sous un jour positif. Il serait peut-être plus réaliste de parler d'un "brassage" de population, qui n'existe évidemment pas à la campagne. Ceci fait partie de l'ouverture sur le monde extérieur, de "l'ouverture des esprits" dont il est fait mention. Cette ouverture peut avoir des effets ambivalents, mais comme elle paraît inéluctable, mieux vaut sans doute en exploiter résolument le côté positif, que nul ne saurait nier.

L'ouverture sur le monde extérieur est en l'occurrence la seule conséquence positive mentionnée concernant l'exode rural et l'urbanisation. Il y en a beaucoup d'autres (par exemple, sur le plan économique, les économies d'échelle réalisables par une plus grande concentration géographique des investissements), mais ces analyses entrent mal dans un discours destiné à attirer l'attention sur les problèmes posés par le phénomène. Ces conséquences négatives - faut-il le souligner ? - sont d'ailleurs dues plus à la brutalité du phénomène, qu'à sa nature elle-même.

Cependant, d'autres effets négatifs, de caractère macro-économique, comme l'augmentation du déficit budgétaire ou la détérioration de la balance des paiements et certains effets inflationnistes par exemple, auraient sans doute mérité d'être aussi examinés. Par ailleurs, l'urbanisation génère sans doute des problèmes sanitaires spécifiques.

L'analyse des causes et des conséquences de l'émigration rurale, et le constat globalement négatif qui s'en dégage, conduit logiquement à la définition d'une politique destinée à enrayer le phénomène.

## **LES POLITIQUES DE RÉTENTION DE LA POPULATION EN MILIEU RURAL**

L'augmentation de la rétention de la population en milieu rural est un des objectifs fondamentaux de la politique du gouvernement camerounais en matière de politique démographique. C'est donc à ce niveau que les déclarations officielles sont les plus nombreuses.

Un ensemble très important de mesures préconisées visent à "améliorer les conditions de vie" à la campagne : il s'agit en somme de multiplier les infrastructures, de manière à réduire l'écart dans ce domaine entre milieu rural et milieu urbain. C'est une idée voisine, mais un peu plus large, qui est exprimée par le mot d'ordre de "revitalisation des communautés villageoises" et même par le "développement intégré des zones urbaines et rurales".

Le relèvement du prix des produits agricoles est sans doute l'instrument privilégié de cette politique, qui comprend aussi la diversification de la production et la revalorisation des produits vivriers. Le rôle des caisses de stabilisation, fondamental dans ce domaine, n'a pas été détaillé.

L'agro-industrie (dont les entreprises forestières) retient certes des travailleurs en milieu rural, mais ceux-ci proviennent généralement de régions fort éloignées de leur lieu de travail. Leur déplacement a ainsi des conséquences de même nature que l'émigration rurale

proprement dite dans leur milieu d'origine. Il ne s'agit donc pas là d'une action à même d'enrayer le phénomène sur le plan national.

ACTION	DECLARATIONS OFFICIELLES	AUTRES OPINIONS
Amélioration des conditions de vie villageoises, infrastructures	+++++++	+++++
Relèvement du prix des produits agricoles	+++++	+++
Revitalisation des communautés villageoises	+++++++	+
Agro-industrie	+	+++
Développement agricole, Révolution verte	+++	
Aides à l'installation des jeunes	+++	
Activités communautaires dans un cadre coopératif	++	
Développement intégré des zones urbaines et rurales	++	
Industrialisation		++
Service civique national de participation au développement	+	+
Ruralisation de l'enseignement	+	+
Crédit agricole	+	
Amélioration des circuits de commercialisation	+	
Education populaire et civique	+	
Uniformisation des salaires		+
Changement des mentalités		+

Parmi les aides à l'installation des jeunes, les plus importantes sont celles qui facilitent leur accès à la propriété foncière. Le problème reste difficilement soluble dans les régions à forte densité de population.

Le problème de la ruralisation de l'enseignement rejoint celui de l'adéquation entre la formation et l'emploi, de la réhabilitation du travail manuel, de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat. Ces préoccupations sont aussi celles du service civique national de participation au développement. Une politique dans ce domaine pose la question des aspirations individuelles, de l'égalité sociale devant l'enseignement et, concernant le service civique, des effectifs

concernés, le coût du système interdisant son extension sur une grande échelle.

L'industrialisation est évoquée très rapidement. En fait, le problème des emplois dans le secteur secondaire de l'économie mérite certainement d'être posé de manière spécifique, notamment celui des petites et moyennes entreprises, car on peut se demander si une action portant au total presque exclusivement sur le secteur primaire suffit à répondre aux objectifs fixés.

On note que cet ensemble de mesures vise à *diminuer l'émigration rurale*, c'est-à-dire à augmenter la rétention de la population en milieu rural. Ces mesures sont complémentaires d'une politique de canalisation des mouvements migratoires, par le développement des centres secondaires, qui permet elle de *diminuer les conséquences néfastes de l'exode rural* et qui n'a pas été traitée ici.

## CONCLUSION

L'analyse du "discours public" sur l'émigration rurale au Cameroun permet de constater que ce discours autorise un bilan relativement complet tant au niveau des causes du phénomène, que de ses conséquences et des actions politiques préconisées pour le freiner.

Trois niveaux d'analyse ultérieure, juste effleurés ici, peuvent être dégagés :

- Au niveau du discours lui-même : des discordances apparaissent entre certaines des causes repérées et les solutions préconisées pour y remédier. Il en est ainsi de la recherche d'un emploi, mentionné comme la cause principale de l'exode rural, dont on perçoit mal que les solutions envisagées puissent résoudre le problème. Dans ce domaine crucial, outre des moyens appropriés, une imagination certaine sera nécessaire, notamment pour tenter de développer le secteur secondaire de l'économie en milieu rural.
- Au niveau de l'application des mesures préconisées : les actions envisagées sont-elles réellement appliquées ? Peuvent-elles l'être et dans quelle mesure ? Quel est leur coût par rapport à l'ensemble des dépenses publiques ?
- Au niveau de la pertinence des actions préconisées : dans quelle mesure ces actions augmentent-elles effectivement la rétention de la population en milieu rural ? Ces actions répondent-elles réellement aux souhaits de la population en la matière ? Les résultats de la recherche sont d'ores et déjà à même de répondre en partie à ces questions. Il convient de développer plus encore les recherches sur ces questions, cruciales pour le développement.

## ANNEXE : DÉCLARATIONS SUR L'ÉMIGRATION RURALE AU CAMEROUN

### Déclarations officielles

- \* 25/8/1976 : Discours du chef de l'Etat devant les parlementaires réunis en session extraordinaire :

*"Si les différentes opérations engagées pour le développement rural et l'amélioration de la qualité de la vie à la campagne n'ont pas encore pleinement donné les résultats escomptés, c'est que l'école continue de servir de vecteur pour le passage massif des jeunes de la campagne à la ville. Les villes se développent ainsi de façon accélérée et peu ordonnée donnant lieu à la prolifération des quartiers sommairement lotis".*

- \* 18/11/1977 : Discours présidentiel à l'occasion du III<sup>e</sup> comice agro-pastoral à Bafoussam :

*"Ce faisant, nous estimons que le moment est venu de donner une impulsion irréversible aux secteurs agricole et pastoral (...). C'est dans cette perspective que le gouvernement vient d'instaurer des aides publiques pour l'installation des jeunes agriculteurs et leur insertion effective dans les circuits de production afin, d'une part de redonner vie et dynamisme à nos campagnes, de lutter contre l'exode rural et le vieillissement des plantations et des planteurs et, d'autre part de donner à ces jeunes les moyens devant leur permettre d'améliorer leurs conditions d'existence".*

- \* 10/2/1978 : Message du chef de l'Etat à la jeunesse à l'occasion de la XII<sup>e</sup> fête de la jeunesse :

*"L'installation progressive, rationnelle et harmonieuse de ces pionniers du progrès dans nos villages contribuera non seulement à régénérer nos campagnes, mais aussi à enrayer ce fléau que constitue l'exode rural et ses effets dans nos agglomérations urbaines, à savoir la délinquance juvénile et le parasitisme familial".*

- \* 6/12/1978 : Discours du Président à l'ouverture de la conférence nationale des jeunes de l'UNC à Yaoundé :

*"C'est ensuite la progression du phénomène d'urbanisation, générateur de ce fléau qu'est l'exode rural, qui entraîne en campagne le vieillissement des plantations et des planteurs et en ville l'afflux d'une population jeune vivant plus ou moins en état d'oisiveté, de parasitisme et de délinquance".*

- \* 28/2/1980 : Rapport de politique générale du président national de l'UNC au III<sup>e</sup> congrès ordinaire du parti à Bafoussam :

*"(...) le processus de lutte contre l'exode rural et l'effort pour le développement maximum de l'espace national restent subordonnés à la mise en oeuvre d'un certain nombre de mesures qui permettent : d'assurer au sein des campagnes, le développement des activités communautaires dans un cadre coopératif ; de garantir une juste rémunération des produits agricoles ; de promouvoir l'organisation du cadre de la vie dans les campagnes en vue de les rendre plus attrayantes ; de garantir l'octroi des facilités pour l'installation des jeunes et leur accès à la propriété ; mettre en oeuvre une meilleure organisation des circuits d'écoulement et de commercialisation des produits ; d'encourager la diversification des produits agricoles dans le sens de la revalorisation des produits vivriers (...). Dans ce contexte, notre intime conviction est que tant que la structure de base qu'est le village n'aura pas été revitalisée, il sera difficile de parvenir à nos objectifs politiques et socio-économiques de transformation du monde rural, d'encadrement et d'insertion massive des jeunes dans les circuits de production".*

- \* 17/5/1980 : Interview du chef de l'Etat à la revue "Marchés Tropicaux" :

*"Force est cependant de constater que face à la croissance rapide de la population, les grandes villes, par l'attrait qu'elles exercent sur les citoyens des campagnes, ne peuvent pas accueillir tous les Camerounais. Le problème de l'exode rural demeure donc préoccupant et des solutions sont préconisées afin de l'enrayer. Tout d'abord, il faut créer des aspirations et éveiller des énergies au sein des masses rurales en assurant au sein des campagnes le développement des activités communautaires dans un cadre coopératif ; il faut aussi garantir une juste rémunération des produits agricoles ; améliorer l'organisation du cadre de vie dans les campagnes en vue de les rendre plus attrayantes, garantir l'octroi des facilités pour l'installation des jeunes et leur accès à la propriété. En définitive, il s'agit de faire en sorte que la communauté villageoise constitue, à l'échelle humaine, une réalité vivante qui offre un cadre d'aménagement équilibré".*

- \* 5/6/1981 : Discours du président de la République devant l'Assemblée nationale réunie en session ordinaire :

*"L'accroissement fulgurant de la population urbaine, les problèmes domaniaux, de l'urbanisme et de l'environnement qui en découlent, ont mis à jour la nécessité d'une stratégie globale dans ces domaines vitaux où se mesure l'amélioration du bien-être des populations en même temps que se concrétise notre politique de justice sociale".*

\* 4/11/1981 : Communication du chef de l'Etat à l'Assemblée nationale pour présenter le V<sup>e</sup> plan quinquennal :

*"Les problèmes que soulèvent ces perspectives démographiques, dont j'ai rappelé la gravité au cours du congrès de Bafoussam, peuvent être regroupés autour de cinq grands axes à savoir : l'équilibre entre les villes et les campagnes ; l'amélioration du cadre de vie, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain ; le problème de l'emploi avec son aspect sous-sous-jacent, l'adéquation formation-emploi ; la redistribution des revenus ; enfin et surtout, les problèmes alimentaires qu'entraînerait une urbanisation rapide, se traduisant en termes d'écroulement permanent du milieu rural de ses forces vives (...) S'agissant de l'éducation populaire et civique, le V<sup>e</sup> plan poursuivra les actions engagées dont le but est (...) de lutter contre l'exode rural".*

\* 18/10/1982 : Discours de M. F. TONYE MBOG, ministre de l'Agriculture, à l'installation du nouveau directeur général du Fonds national de développement rural (FONADER) :

*"Aussi, s'agit-il de relever le défi de l'an 2000, c'est-à-dire d'être en mesure de continuer à atteindre notre objectif d'autosuffisance alimentaire à cette échéance. Car si à l'heure actuelle (où le Cameroun compte 2,4 millions de citoyens), un rural nourrit moins de la moitié d'un citoyen, au début des années 2000 (où nous serons environ 14 millions avec 7 millions de citoyens), un rural nourrira de 1 à 8 citoyens. Il s'agit donc d'augmenter la productivité de l'agriculture de 5 % par an à 40 %, selon le rythme de l'exode rural. Ce qui est énorme et pratiquement impossible. C'est pour remédier à cet état de choses qu'il avait été décidé, dans le cadre de l'actuel V<sup>e</sup> plan quinquennal de développement, de mettre l'accent à la fois sur des actions susceptibles de freiner le phénomène de l'exode rural (aménagement des campagnes, augmentation des revenus aux producteurs), et celles visant l'augmentation de la production et de la productivité. Dans un programme d'une telle importance, le FONADER est appelé à jouer un rôle de tout premier plan dans sa réalisation, à la fois par le financement des actions spécifiques et l'octroi des crédits" (Compte-rendu par J. ABENA NLOMO).*

\* 19/11/1982 : Discours d'ouverture par le chef de l'Etat du V<sup>e</sup> Conseil national de l'Union nationale camerounaise à Yaoundé :  
*"Dans cet ordre d'idées, notre option de développement harmonieux du pays, qui implique l'équilibre et la justice sociale, commande qu'en même temps qu'une attention soutenue est portée au développement urbain, un égal intérêt soit accordé à l'amélioration de la qualité de la vie dans nos campagnes, afin de contenir l'exode rural,*

*de maintenir la production agricole à un niveau satisfaisant. Tel est l'enjeu du projet de dynamisation des communautés villageoises, l'une des grandes options du congrès de Bafoussam".*

- \* 19/11/1982 : Exposé de M. V. ANOMAH NGU, secrétaire-adjoint à la jeunesse du comité central au V<sup>e</sup> Conseil national de l'UNC :  
*"On peut citer [parmi les causes indirectes de l'immoralité] le phénomène urbain qui provoque le déracinement et crée un sentiment d'anonymat et d'insécurité, la faiblesse des infrastructures socio-économiques dans les villages, facteur d'exode rural, du dépeuplement des campagnes et de la défection des paysans (...)"*
- \* 21/11/1982 : Résolution de politique économique et financière de V<sup>e</sup> Conseil national de l'UNC :  
*"Le V<sup>e</sup> Conseil national de l'UNC, réuni à Yaoundé du 19 au 21 novembre 1982 (...) demande au gouvernement de veiller à la mise en œuvre de l'option de dynamisation des communautés villageoises par l'amélioration de l'encadrement et la poursuite de la modernisation des villages, l'accroissement de la production, de la productivité et des revenus des paysans, grâce à l'action renforcée des organismes d'intervention en milieu rural et notamment du Service du développement (SCNPD). S'agissant de ce dernier Service, il est recommandé le renforcement de son action de manière à lutter efficacement contre l'exode rural et à favoriser le rajeunissement progressif des agents économiques ruraux".*
- \* 18/1/1983 : Interview du président de la République accordée à la presse :  
*"[L'UNC doit] devenir toujours davantage un parti de développement participant plus activement aux tâches qui concourent au bien-être des populations, surtout des populations rurales dans le cadre de la dynamisation des communautés villageoises".*
- \* 9/2/1983 : Discours du chef de l'Etat à Bamenda à l'occasion de sa visite officielle dans la province du Nord-Ouest :  
*"Le projet de la communauté villageoise de Bafut, de même que les projets susmentionnés et d'autres qui vont bientôt être lancés dans le Nord-Ouest, constituent la contribution des pouvoirs publics aux efforts que vous déployez pour combattre et réduire l'exode rural".*
- \* 16/2/1983 : Déclaration du président de la République au Conseil national du patronat français à Paris :  
*"A cet effet, la création de complexes agro-industriels s'est poursuivie avec plus de rigueur, afin que ces structures jouent également un rôle*

plus important dans notre politique de plein-emploi et d'aménagement de l'espace rural, et contribuent à limiter l'exode rural et le chômage".

- \* Mai-juin 1983 : Interview accordée par le chef de l'Etat au périodique *Le Courrier* :

*"Par ailleurs, la réhabilitation du travail manuel dans les écoles et la politique de promotion et de revitalisation des communautés villageoises, qui met un accent particulier sur l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, participent de notre volonté de réduire l'exode rural, d'accroître la production et la productivité dans les secteurs agricole et pastoral et d'assurer un développement et un équilibre harmonieux des villes et des campagnes".*

- \* 23-24/9/1984 : Interview de Mme E. TANKEU, vice-ministre du plan à Cameroun Tribune, après la conférence mondiale sur la population de Mexico :

*"Il a été recommandé que les politiques de répartition de la population et de migration soient intégrées aux politiques économiques et sociales, de manière à promouvoir un développement équilibré de toutes les régions et des zones urbaines et rurales (...). A titre d'exemple, certains points de vue défendus par notre pays se retrouvent dans cette déclaration : (...) le développement intégré des zones rurales et urbaines comme mesure de lutte contre l'exode rural".*

- \* 22/3/1985 : Discours de politique générale du président national du parti au IV<sup>e</sup> congrès ordinaire de l'UNC à Bamenda :

*"Il est par conséquent plus que souhaitable que le VI<sup>e</sup> plan quinquennal de développement en préparation rende amplement compte de cette exigence impérieuse de modernisation agricole, comme condition nécessaire à la dynamisation des communautés villageoises, dont nous attendons qu'elle vienne améliorer les conditions d'existence à la campagne, favorisant l'installation des jeunes agriculteurs, freinant l'exode rural".*

- \* 22/10/1985 : Déclaration de M. ABDOULAYE BABALE, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, à l'ouverture de la 1<sup>ère</sup> assemblée générale des urbanistes du Cameroun :

*"Ainsi, en dehors des villes, leur milieu de prédilection, le ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat a également requis la contribution des urbanistes à l'organisation de nos villages afin de rendre agréable la vie dans nos campagnes, et partant, limiter l'exode rural" (Compte-rendu par M. MINKA MAYEM).*

- \* Janvier 1986 : P. BIYA : Pour le libéralisme communautaire :

*“L’un des phénomènes les plus déplorables, en particulier, est la gigantesque excroissance des métropoles urbaines au détriment du monde rural. Ce déséquilibre entre la ville et la campagne, la première engloutissant les ressources de la seconde sans réelle contrepartie, constitue manifestement une injustice sociale qu’il est urgent de réparer par la revalorisation des prix des produits agricoles, la relance de notre révolution verte et surtout la revitalisation des communautés villageoises”.*

- \* 23/7/1986 : Allocution du chef de l'Etat devant l'Assemblée nationale pour présenter le VI<sup>e</sup> plan quinquennal :

*“Nos ambitions bien sûr sont toujours plus grandes, mais les défis qui nous attendent dans les années à venir le sont tout autant : la démographie galopante, la désertion des campagnes, l’hypertrophie des villes, la demande croissante d’emploi, la dégradation progressive de l’environnement, pour ne citer que ces problèmes majeurs (...). Nous devons aussi accélérer la modernisation des zones rurales, afin de juguler autant que possible l’exode rural. A l’inverse, nous devons parvenir à maîtriser le développement de nos villes, pour éviter qu’elles ne deviennent, au détriment des campagnes qui se voient chaque jour, des mégalo-poles surpeuplées, incontrôlables et déshumanisées”.*

#### **Autres opinions exprimées en public**

- \* 9/4/1980 : Pour une politique de population au Cameroun (E. NGWE) :

*“La croissance urbaine apparaît comme l’un des aspects préoccupants de la répartition spatiale de la population au Cameroun. (...) L’ampleur de cette croissance urbaine dépend, pour une large part, des migrations et en particulier de l’exode rural (...). La limitation de la croissance urbaine passe par le freinage de l’exode rural, certes, cependant cette réduction de l’exode rural ne saurait être coercitive mais découlera de l’amélioration des conditions de vie villageoise, objectif prioritaire de la politique camerounaise de développement rural”.*

- \* 7/5/1980 : “L’exode agricole” : un frein au développement économique (L. R. AMBASSA KIKI) :

*“L’exode agricole concerne exclusivement les actifs agricoles. C’est la migration de la campagne vers la ville de jeunes (ou de moins jeunes) cultivateurs et ouvriers agricoles directement impliqués dans la production agricole. La notion d’exode rural est plus englobante, car*

elle inclut non seulement les actifs agricoles, mais aussi les travailleurs non agricoles, y compris les agents de l'Etat que les campagnes n'attirent pas forcément et qui n'y sont que difficilement retenus. Dans tous les cas et quel que soit le type d'exode, trois causes profondes en perpétuent le phénomène : le système éducatif, l'écart croissant entre les revenus ruraux et urbains et le favoritisme urbain en général(...). Il peut être trouvé des solutions, la racine du mal étant connue. La ruralisation de l'enseignement en est une approche timide et inefficace, le véritable problème se situant au niveau des infrastructures sociales (ou des infrastructures tout court) et du revenu des actifs agricoles et autres salariés, seuls éléments capables d'attirer et de retenir les jeunes dans la campagne”.

\* 29/1/1981 : L'exode rural et le développement, thème d'une table ronde organisée à l'université de Yaoundé (M. MINKA MAYEMI) :

“Qui déserte la campagne pour la ville ? D'abord, il faut compter les jeunes, à partir de 15 ans d'âge, ceux ayant acquis une certaine formation les destinant à certaines professions, à la quête d'un emploi. Il y a ceux chassés par les conflits de générations ou découlant des heurts entre le traditionalisme et le modernisme (...). Il y a enfin ceux n'ayant aucune qualification qui s'en vont tenter leur chance en ville. L'exode rural crée dans nos campagnes une pénurie de main-d'œuvre agricole qui se traduit par une stagnation, une baisse de la production (...). La plus grande solution est la rétention des jeunes en campagne par la création des groupes industriels et des entreprises forestières (...). La principale cause de ce mouvement migratoire est l'attrait de la ville qui fascine les jeunes. L'autre cause très importante est la détérioration des milieux ruraux qui se situe à trois niveaux : une atmosphère de haine et de jalousie, un climat permanent de suspicion qui hante les campagnes et un affaiblissement de l'autorité traditionnelle (...). Par ailleurs, la monotonie du travail dont le gain ne permet pas aux ruraux de supporter le coût de la vie constitue également un facteur à ne pas négliger (...). Que faire pour résorber l'exode rural ? Il faut rendre la campagne attrayante, afin que les jeunes trouvent des raisons d'y rester. Ce qui sous-entend la revitalisation des communautés villageoises qui a été l'un des mots d'ordre du congrès de l'UNC à Bafoussam. Il faut créer des activités économiques nouvelles permettant aux jeunes de gagner décemment leur vie (...). Les solutions ? L'autorité traditionnelle ? Elle est en déclin. Les églises ? Elles n'ont pas travaillé dans ce sens (...). L'élite ? Elle a très mal interprété le “développement autocentré”, pour elle c'est l'individualisme et l'égoïsme (...). Les pouvoirs publics ? Leurs efforts sont louables, le Service civique national de participation au développement (SCNPD) en est une preuve tangible

*(...). L'exode rural n'est tout de même pas une calamité (...). Bien que dépeuplant nos campagnes, il offre des possibilités d'ouverture : ouverture de l'esprit et des aspirations, sans oublier le large éventail de loisirs qu'il offre. L'unique handicap est l'inadéquation des structures d'accueil. Pour enrayer l'exode rural lorsqu'il est vu du côté négatif, il faut plutôt chercher à maintenir les jeunes qui sont encore au village, que d'y faire revenir ceux qui s'en sont échappés. Les solutions : c'est l'uniformisation des salaires, le développement de l'agro-industrie et l'amélioration des conditions de vie en campagne".*

- \* 4/6/1981 : Démographie : pas de solutions simplistes (D. EVEZO'O BILOUNGA) :

*"(...) ce qui apparaît préoccupant aussi bien pour les planificateurs que pour les pouvoirs publics, c'est la proportion dans laquelle tend à s'accroître la population urbaine, vidant la campagne de force motrice et de sa masse laborieuse".*

- \* 29/7/1981 : Ndé : l'exode rural cause la baisse du rendement fiscal à Bazou (C. HESSI) :

*"Les baisses enregistrées d'années en années proviennent entre autres du vieillissement des imposables, du reste sédentaires, et de l'exode rural très poussé enregistré dans l'arrondissement".*

- \* 20/5/1982 : Un cadre de vie agréable (A. AHANDA) :

*"Le Cameroun a dû se rendre à l'évidence : si les jeunes désertent la campagne, c'est parce que la vie n'y offre encore aucune commodité. Et la ville pour ceux qui ont entrepris l'exode ce n'est pas seulement le rêve d'un emploi, mais surtout la certitude de fuir l'ennui et de trouver le confort représenté par l'eau courante, l'électricité, les cinémas".*

- \* 26/10/1982 : L'organisation actuelle des communes camerounaises (E. MBARGA) :

*"L'impact de la civilisation occidentale a créé et laissera persister pendant longtemps peut-être un dualisme social où coexistent les centres urbains cosmopolites plus détribalisés et plus modernisés et les campagnes où sévissent au demeurant l'exode rural et le vieillissement des populations".*

- \* 5/2/1983 : Victimes et bourreaux aussi (C. B. KINGUE) :

*"Parce qu'il n'est pas de jour où les jeunes agriculteurs n'abandonnent la campagne pour une aventure urbaine, l'exode rural apparaît comme ce qui mettrait nos villages à mort, si l'on n'y prend garde. Aussi n'est-il pas exagéré de le tenir pour un ennemi public (...).*

*Seulement, paraît-il, certaines de nos propres campagnes ne seraient pas étrangères à cela : des coutumes encore de saison là-bas pousseraient des jeunes à s'installer en ville. Comment en effet resteraient-ils d'enthousiasme dans tel village où pour cultiver un lopin de terrain ils doivent le louer à prix fort ? Ou dans tel autre village où leur père a légué toutes ses terres à un seul héritier, condamnant les autres enfants à se débrouiller ? Ou dans tel autre village encore où la sorcellerie (ou ce qui est tenu pour tel) est pratique courante ? De la sorte, nos campagnes, ces victimes, ne sont-elles pas parfois leurs propres bourreaux ?”*

- \* 30/8/1984 : Séminaire villageois de Nkoabang : “Il existe une sorcellerie positive et une autre négative” soulignent les participants (F. MEKE MPEMBI) :

*“S’agissant des principales causes de l’exil urbain, l’orateur a cité : le travail en ville et le régime des congés annuels, le chômage, le coût des études et de la formation, la prostitution et le proxénétisme, le mariage, la sorcellerie et la superstition, les conflits familiaux, enfin les complexes divers”.*

- \* 22/9/1984 : L’exode rural dans le Noun : une solution globale s’impose (I. NJIFAKUE) :

*“Méfiez-vous des jeunes qui rentrent des villes avec toutes les apparences de la réussite. Ce ne sont que des sadiques qui masquent habilement leurs échecs dans l’espoir que des jeunes ruraux céderont eux-aussi à la tentation de l’aventure”. (C’est un) jeune qui, armé de sa double expérience de campagnard devenu étudiant, parlait ainsi à la permanence du parti à Fouban (...). Si un jeune (ou tout un chacun) se laisse entraîner par le phénomène de l’exode rural, ça ne devrait pas être par manque de terre à cultiver comme c’est le cas ailleurs (...). Mais qu’on ne s’y méprenne pas. Il existe bel et bien un problème des terres. On peut en manquer soit parce que les terres fertiles sont mal réparties dans l’espace, soit parce qu’une tradition rétrograde permet à une minorité d’en confisquer de vastes étendues (...). Du fait sans doute de l’étendue du département et de la dispersion des villages, les écoles sont trop éloignées les unes des autres. Voilà qui explique échecs et abandons qui permettent de constituer le bataillon des candidats à l’exode (...). A la fin des échanges de vue qui ont suivi, l’exode rural dans le Noun apparaît comme un mal dû à un faisceau de causes à la fois propres à toutes les sociétés et spécifiques à ce département. D’où la thérapeutique globale préconisée, allant du changement des mentalités à l’amélioration du cadre villageois, en passant par la modernisation de l’agriculture et surtout la nécessité de lui assurer sa juste rémunération“.*

- \* 8/11/1984 : Ménoua : La CDC de Dschang bientôt opérationnelle (F. TEMKENG CHEKOL) :

*"En plus de leur travail à l'usine, (les travailleurs) se livrent aussi à des activités agricoles, ce qui leur procure un surplus d'argent et de nourriture. Leur situation est si enviable qu'informés, certains jeunes de la ville sont rentrés les imiter. Plus que tout autre remède donc, la création dans les villages de société comme la CDC est un véritable frein à l'exode rural".*

- \* 24-25/2/1985 : Les problèmes des jeunes ruraux et les possibilités de solutions préconisées par les équipes mobiles de l'ONPD (M. MINKA MAYEMI) :

*"Des 40 % de jeunes âgés de 15 à 19 ans et 48 % de 20 à 24 ans qui se déplacent de la campagne vers les villes, 61 % sont de jeunes femmes. A Endom, on note l'importance de la paysannerie vieillissante féminine. Les principales raisons de leur désertion : le manque de loisirs, l'absence de perspective de promotion au village, la proximité des grands centres urbains, le manque d'information et de formation, le manque de méthodes d'organisation scientifique du travail, la production essentiellement artisanale et astreignante, la pratique de la sorcellerie, les difficultés d'accès au crédit agricole liées aux problèmes fonciers. Mme Ebanda a en outre soulevé un problème de fond à la base de l'exode rural : la désagrégation de la cellule familiale (...). Le mariage qui était une obligation à laquelle les parents devaient s'acquitter vis-à-vis de leurs fils devenus majeurs, s'est transformé en une charge à laquelle l'adolescent doit faire face par ses propres moyens. Or la possibilité d'acquisition de ces moyens apparaissent à la fois aléatoires et difficiles".*

- \* 3-4/3/1985 : L'échec scolaire au Cameroun. Quelles causes, quelle interprétation ? (OYIE OTTOU) :

*"(...) ceux qui échouent et qui constituent le gros de la troupe, sont livrés corps et âme à la bénédiction du fameux adage boulou : "Nlô ònga ben sikô, lô nwô ònga bée mimbée" (la tête qui a refusé l'école doit porter les fardeaux : sacs de cacao, café, ciment, palmiste...) (...). L'auteur énumère ensuite le cortège des maux qui sont autant de conséquences de l'échec scolaire : (...) l'exode rural (on préfère vivre au petit bonheur sa chance en ville, car "la vie appartient au débrouillard").*

- \* 24/4/1985 : Education et liberté (J. BANG) :

*"L'éducation en Afrique a dépeuplé les campagnes de leurs (personnes) valides. L'exode rural si décrié constitue la réponse des*

jeunes aux systèmes éducatifs qui refusent de prendre"le chemin des villages"pour valoriser le travail de la terre et développer les activités agricoles, pastorales, piscicoles et artisanales locales".

- \* 3/8/1985 : L'inadaptation sociale des jeunes. Un sujet présenté à l'INJS (C. DATCHOUA SOUPA) :

*"Ces fléaux s'appellent délinquance juvénile, incivisme, indiscipline, vagabondage, oisiveté, prostitution, exode rural, analphabétisme..."*

- \* 30/11/1985 : Semaine culturelle du comité de développement de Baham (KAMJE TEGUIA) :

*"Vers les années 70 malheureusement, on constate un certain essoufflement de cette population, un effet combiné d'un exode rural effréné et d'un vieillissement accéléré de la population. La population autochtone perd ainsi son rôle de principal acteur de développement de Baham".*

- \* 8/2/1986 : Exode rural : la lèpre des campagnes (J. M. NZEKOUÉ) :

*"(...) le phénomène est loin d'être spontané. Il y a à l'origine des causes historiques et sociales. Les premières sont liées directement au bouleversement (consécutif à la colonisation) du mode de production local. Avec l'irruption des cultures de rente (et l'atomisation de la paysannerie) on assistera à un déplacement massif des populations rurales vers les villes peu disposées à les accueillir (...). Les causes sociales de l'exode rural tiennent dans une large mesure à l'inadéquation entre l'évolution rapide des moeurs -particulièrement chez les jeunes- et les contraintes figées du cadre villageois (...). Pour des gens"évolués"parfaitement au fait de ce qui se passe ailleurs, il s'agit là d'une vie d'enfer : une vie pour parias, pour laissés-pour-compte (...). Cet univers"oppressant"tourné vers le passé n'a vraiment pas de quoi fasciner les jeunes qui veulent se libérer de l'emprise des vieux et de certaines pratiques néfastes telles que la jalousie et la sorcellerie. Si on ajoute à ceci le désœuvrement persistant, on se rend compte que dans l'esprit du jeune rural l'unique planche de salut reste le départ pour la ville (...). Pour freiner l'exode rural, il faudrait que le village cesse d'être un monde à part ; un îlot de pauvreté et de dépendance dans une société relativement prospère et autosuffisante".*

- \* 4/7/1986 : Les anges dans nos campagnes (P. ETOUNDI MBALLA) :

*"(...) les vacances scolaires sont bel et bien là. Mais puisque nous ne voulons plus que nos enfants, ces anges sans faute ni reproche, aillent"se salir en brousse", c'est la grande ville qui a accueilli la majorité des jeunes vacanciers (...). Reviendront-ils jamais, grands*

*dieux ! ces temps heureux où des anges aussi adorables que nos enfants s'en allaient entonner dans nos campagnes, au milieu des grands-parents et oncles agriculteurs, le chant joyeux des labours ?"*

\* 16/7/1986 : Lutte contre l'exode rural à EfoK (B.C.M.) :

*"(...) une centaine de jeunes désœuvrés viennent de se regrouper au sein d'une amicale, afin de trouver les voies et moyens pouvant limiter l'exode rural".*